

Drame de Melilia : profil des migrants, leurs nouvelles routes et méthodes... Analyse d'experts

28.06.2022 Drame de Melilia : profil des migrants, leurs nouvelles routes et méthodes... Analyse d'experts

Après l'émotion du drame impliquant 2.000 migrants essentiellement soudanais qui se sont retrouvés à Nador pour tenter leur chance en Espagne, des questions s'imposent : Comment sont-ils arrivés là ? Quelle route ont-ils empruntée ? Comment expliquer ce changement de méthode pour forcer le passage frontalier, ainsi que l'usage inédit de la violence contre les forces de l'ordre ?

Nous avons sondé trois experts pour tenter de trouver des réponses à ces questions. Mountaga Diop, président fondateur de Kirikou Maroc, association interculturelle qui œuvre à l'accompagnement et à l'intégration des familles migrantes et des mineurs non accompagnés ; Camille Denis, directrice du Groupe antiraciste de défense et d'accompagnement des étrangers et migrants (Gadem), et Emmanuel Dupuis, président de l'Institut Prospectives et Sécurité en Europe (IPSE) et grand expert de la géopolitique du Sahel et d'Afrique du Nord.

Les Soudanais passent par la Libye pour arriver au Maroc

Active depuis plusieurs années sur la question des droits des migrants, la directrice du Gadem affirme que ce drame est d'une nature assez nouvelle, en termes de nombre et de violence. Mais tient toutefois à nuancer en rappelant que cette pression qu'a connue le passage de Melilia vendredi dernier ressemble à celle de 2005 qui avait mis selon elle, et pour la première fois, les enclaves de Sebta et Melilia sur le devant de la scène internationale.

« Les Soudanais, c'est effectivement **une population nouvelle au Maroc**. On l'a remarqué cette année. Pour ceux qu'on a rencontrés, ils arrivent dans une grande **vulnérabilité**, et nombre de ceux qu'on a interrogés sont passés par la Libye pour arriver au Maroc », nous confie Camille Denis, qui essaie toutefois d'éviter ce qu'elle qualifie de **raccourci facile** : celui d'expliquer la violence d'aujourd'hui par la présence des Soudanais.

« Il ne faut pas avoir vite tendance à acculer les Soudanais ou à en faire des boucs émissaires. Car soudanais ou pas, qu'est-ce que cela change au fond du problème ? Rien », ajoute la directrice du Gadem, qui appelle d'ailleurs à ce que ces jeunes qui font face aujourd'hui à la justice marocaine bénéficient de conditions de procès équitables.

« On parle de réseaux de traite qui sont responsables de cette situation. Moi je ne peux pas m'avancer sur cette question, car il doit y avoir une enquête. Mais si les autorités émettent cette hypothèse, cela veut dire qu'il ne faut pas punir les seuls migrants, mais aller à la source du problème, ouvrir une enquête et s'assurer que **des organisations de traite humaine** sont derrière tout ce qui s'est passé », alerte-t-elle.

Cette nouveauté dans le profil des migrants, plus désespérés, plus violents, Emmanuel Dupuis la remarque et l'explique par les changements politiques survenus récemment dans certains pays africains.

La situation politique en Afrique subsaharienne a aggravé le phénomène

« Les Soudanais, les Tchadiens, c'est nouveau au Maroc. Il y a plusieurs éléments qui expliquent cela. D'abord le blocage plus ferme et plus strict de la route maritime libyenne. Forcément par dérivation, les migrants trouvent les portes de sortie les plus faciles et le Maroc l'est. **Il est plus libéral dans sa politique de migration, et les migrants le savent.** Puis il faut dire que les nouveaux profils de ces migrants sont induits par l'instabilité de leurs pays d'origine. Les différents putschs militaires survenus ces derniers mois en Afrique n'aident pas à stabiliser la population, comme en Guinée, au Burkina, au Mali, au Soudan et de facto au Tchad qui a connu une succession forcée au pouvoir, et donc un grand déplacement de la population. In fine, par transhumance circulaire, ces gens se trouvent dans les voies de sortie que constitue le canal marocain qui est plus accessible et plus aisé », analyse le président de l'IPSE.

Mais au-delà du contexte interne de ces pays d'origine, Emmanuel Dupuy pense également qu'il y a une simultanéité avec des éléments géopolitiques qui se jouent en Afrique du Nord, notamment entre l'Algérie, le Maroc et l'Espagne, ainsi que la montée en puissance des organisations criminelles dans la région du Sahel et en Afrique de l'Ouest.

« Ces migrants arrivent par **la concomitance des agendas** d'organisations criminelles, d'organisations terroristes et d'organisations de narcotrafiquants qui sont actives au Sahel et dans toute l'Afrique de l'Ouest. Des organisations qui se repositionnent de plus en plus à la fois vers le sud et le nord du Sahel. Mais, en tout cas, il ne faut pas oublier que **le passage par l'Algérie est obligatoire**. Nous n'avons pas de preuves de l'implication d'Alger dans tout cela, mais il y a sans doute un usage de ce dossier **pour affaiblir le voisinage**, un peu comme la Biélorussie qui l'a fait vis-à-vis de la Pologne et de la Lituanie. L'Algérie le fait dans un double dynamique, vis-à-vis de la Tunisie et du Maroc », explique Emmanuel Dupuy.

Une théorie dont il dit ne pas avoir les preuves tant qu'une enquête n'est pas lancée, mais que beaucoup d'indices peuvent étayer, selon lui.

Un des indices est la crise entre l'Algérie et l'Espagne, née du rapprochement de Madrid avec Rabat. « Je pense que **l'Algérie essaie de tester la résilience du Maroc** et sa capacité de coopération avec l'Espagne. Tout ça est concomitant et n'est pas à mon avis un fait du hasard », avance le politologue.

Autre indice qu'il met en avant pour appuyer sa théorie ou son hypothèse, qui reste à prouver bien sûr : les nouvelles tactiques et l'organisation inédite de cette foule de migrants.

« Contrairement à toutes les tentatives de passage que l'on a connues jusque-là, on remarque que ces mouvements sont très organisés. Est-ce qu'ils servent un agenda politique ou sont instrumentalisés par des forces extérieures ? il faut évidemment une enquête pour prouver cela. Mais ces groupes sont organisés telles des organisations mafieuses, c'est certain. Qui les dirige ? On n'a pas de preuves. Mais la sociologie et la méthodologie de ces groupes qui sont passés à l'acte montrent en tout cas qu'il y a **une certaine radicalité qui s'installe**. Et ça, c'est nouveau », ajoute Emmanuel Dupuy.

La responsabilité de tout un continent selon Mountaga Diop

Grand connaisseur du profil des migrants au Maroc, Mountaga Diop, qui agit sur le terrain de l'éducation et de l'intégration des Subsahariens qui arrivent au Maroc, se dit pour sa part scandalisé du traitement réservé par l'Afrique à cette affaire.

« Ce changement de profil, c'est très compliqué à comprendre pour l'instant. Et je ne sais pas non plus comment ces gens ont pu arriver jusque-là. Je sais que les passeurs ont perdu espoir de faire passer les gens par des bateaux ou des pirogues et forcent sur Melilia. Mais de là à avoir **des attaques de masse, c'est un fait nouveau**. Les migrants sont plus nombreux que les forces de l'ordre et donc, forcément, il y aura des affrontements, des incidents, des bousculades... On condamne bien sûr ce qui s'est passé, mais **une grande partie de la responsabilité est africaine**. Il n'y a que le Maroc qui porte le poids de ce problème, parce qu'il est à la frontière de l'Europe, et il est le seul pays du continent qui essaie d'avoir une politique migratoire. Mais dans ce drame, il y a une grande part de responsabilité des pays africains qui

doivent mettre en place des programmes structurels pour la jeunesse, la formation et l'emploi... Malheureusement, ce qui règne encore, c'est la corruption, le népotisme et la dictature », s'alarme le militant associatif sénégalais.

Pour lui, au lieu de laisser le Maroc gérer seul ce dossier de la migration, « les 54 États de l'UA doivent appeler de manière urgente à l'organisation d'une session extraordinaire à Addis Abeba pour mettre en place des dispositifs structurels contre ces drames ». Il appelle d'ailleurs à « un **plan Marshall pour arrêter l'exode** de ces jeunes qui prennent la route de la mort ».

Il fait aussi porter la responsabilité aux pays d'origine de ces migrants qui ne mettent en œuvre aucune politique de développement pour stabiliser leurs jeunes sur place. « **Quand l'espoir prend fin, la solution c'est la mort !** », déplore-t-il.

Surtout, ajoute-t-il, que les pays africains savent tous qu'il y a des **organisations mafieuses** qui sont derrière ce déplacement des populations. Et si l'on veut éviter ce genre de drame à l'avenir, il faut régler le problème à la racine, par le développement, mais aussi par des mesures sécuritaires en amont.

« L'Union africaine doit mettre en place **une police contre les passeurs** et ces organisations mafieuses de traite humaine. Mais en amont, car ces organisations prennent les gens de leurs pays d'origine. Tout le monde connaît le chemin qu'ils empruntent traditionnellement : **du Niger vers Tamanrasset,**

puis Maghnia... Il faut combattre ces passeurs en amont. Au moment où je vous parle, il y a certainement des camions qui sortent de Guinée ou du Niger vers le désert de Tamanrasset en Algérie... Dans deux ou trois mois, il y aura la même chose à Melilia si on ne règle pas en urgence la situation », soutient Mountaga Diop.

Et de conclure : « **Ce n'est pas au Maroc de faire le job à lui seul.** L'Afrique, c'est 54 Etats. Quand il y a eu en Europe le problème des réfugiés ukrainiens en Pologne, l'UE a tenu un sommet extraordinaire, et tous les pays du continent ont assumé leur responsabilité dans la gestion de ce flux migratoire. L'Afrique doit faire de même. »

Source

: <https://medias24.com/2022/06/28/drame-de-melillia-profil-des-migrants-leurs-nouvelles-routes-et-methodes-analyse-dexperts/>